

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2013/29563]

19 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, tel que modifié par le décret du 17 juillet 2013, notamment les articles 4, 30, 30/1, 33, 35, 36, 38, 39 § 2, 42, 43 et 44;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion;

Vu l'avis du Comité de concertation du Cinéma et de l'Audiovisuel, donné le 23 octobre 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 juin 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2013;

Vu l'avis 53.794/2/V du Conseil d'Etat, donné le 5 août 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des Chances,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. La liste des dépenses éligibles visée aux articles 36, alinéa 4 et 44, alinéa 2, du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, ci-après dénommé le décret, figure à l'annexe 1^{re}.

Les justificatifs relatifs aux dépenses éligibles doivent être transmis au plus tard douze mois après la décision d'octroi de l'aide. ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour pouvoir bénéficier de l'aide visée au présent chapitre, à l'exception de l'aide prévue pour l'article 4, alinéa 2, l'œuvre audiovisuelle doit être sélectionnée dans un festival appartenant à la liste figurant à l'annexe 2. ».

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2 » sont remplacés par les mots « article 4, alinéa 1^{er} »;

2^o les mots « article 4, § 1^{er}, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « article 4, alinéa 2 ».

Art. 4. Dans le même arrêté, l'article 4 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Si l'œuvre audiovisuelle remplit les critères culturels, artistiques et techniques déterminés par les annexes 4 à 6, selon le type d'œuvre audiovisuelle, l'aide à la promotion est égale à cent pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 4.000 euros.

Pour les œuvres audiovisuelles ayant obtenu une aide à la production telle que visée au chapitre IV du titre IV du décret, une avance d'aide à la promotion d'un montant de 1.000 euros, équivalent à cent pour cent des dépenses éligibles peut être octroyée au producteur de l'œuvre audiovisuelle à condition qu'il joigne à sa demande une copie du DVD de l'œuvre audiovisuelle. ».

Art. 5. Dans le même arrêté, l'intitulé de la section I^{re} du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« De l'aide à la promotion vers les professionnels ».

Art. 6. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. La demande d'aide à la promotion vers les professionnels doit être introduite par le producteur au plus tôt :

- le jour de l'obtention de l'agrément, tel que visé à l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la création;

- pour les œuvres audiovisuelles qui n'ont pas obtenu une aide à la production telle que visée au Chapitre IV du Titre IV du décret, le jour de la première projection dans un festival en Belgique ou à l'étranger,

et, au plus tard, trois ans après le début des prises de vues. »

Art. 7. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Si l'œuvre audiovisuelle remplit les critères culturels, artistiques et techniques déterminés par les annexes 4 à 6, selon le type d'œuvre audiovisuelle, l'aide à la promotion vers les professionnels est égale à cinquante pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 20.000 euros. ».

Art. 8. Dans le même arrêté, l'intitulé de la section II du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« De l'aide à la promotion « vers le grand public » pour les œuvres audiovisuelles à potentiel élevé et à potentiel classique ».

Art. 9. L'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. La demande d'aide à la promotion « vers le grand public » doit être introduite par le producteur au plus tôt le jour où les conditions de la sortie en salles de cinéma de l'œuvre audiovisuelle sont garanties et, au plus tard, un mois après la sortie commerciale de l'œuvre audiovisuelle dans une salle de cinéma située sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et au plus tard trois ans après le début des prises de vues.

La demande d'aide à la promotion « vers le grand public » doit spécifier s'il s'agit d'une aide à la promotion « vers le grand public » pour une œuvre audiovisuelle à potentiel élevé ou d'une aide à la promotion « vers le grand public » pour une œuvre audiovisuelle à potentiel classique. ».

Art. 10. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1^{er}. Pour pouvoir accéder à l'aide à la promotion « vers le grand public » pour les œuvres audiovisuelles à potentiel élevé, le producteur doit attester que son œuvre audiovisuelle sera diffusée un minimum de cent séances en première semaine d'exploitation dans des salles de cinémas situées en Belgique dont au minimum soixante séances dans des salles de cinémas situées sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Par séance, on entend tout programme pour lequel un bordereau a été rempli et expédié conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 février 1979 relatif au contrôle des recettes perçues par les exploitants des salles de cinéma.

§ 2. Pour pouvoir accéder à l'aide à la promotion « vers le grand public » pour les œuvres audiovisuelles à potentiel classique, le producteur doit attester que son œuvre audiovisuelle sera diffusée un minimum de cinquante projections publiques dans des salles de cinémas situées en Belgique dont au minimum trente projections publiques dans des salles de cinéma situées sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale dans les douze mois qui suivent la décision d'octroi de l'aide.

Par projection publique, on entend toute projection accessible au public moyennant le paiement d'un prix d'entrée.

§ 3. Dans l'hypothèse où les conditions visées au § 1^{er} ne sont pas respectées, l'aide pourra être requalifiée, par les services du Gouvernement, en aide à la promotion « vers le grand public » à potentiel classique. ».

Art. 11. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. § 1^{er}. Si l'œuvre audiovisuelle répondant aux conditions de l'article 8, § 1^{er}, remplit les critères culturels, artistiques et techniques déterminés par les annexes 4 à 6, l'aide à la promotion « vers le grand public » pour les œuvres audiovisuelles à potentiel élevé est égale à cinquante pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 40.000 euros.

§ 2. Si l'œuvre audiovisuelle répondant aux conditions de l'article 8, § 2, remplit les critères culturels, artistiques et techniques déterminés par les annexes 4 à 6, l'aide à la promotion « vers le grand public » pour les œuvres audiovisuelles à potentiel classique est égale à cent pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 20.000 euros.

§ 3. Si l'œuvre audiovisuelle répondant aux conditions de l'article 8, § 1^{er} ou § 2, a bénéficié d'une aide à la production telle que visée au chapitre IV du titre IV du décret et qu'elle ne remplit pas les critères culturels, artistiques et techniques déterminés par les annexes 4 à 6, l'aide à la promotion « vers le grand public » pour les œuvres audiovisuelles à potentiel élevé ou à potentiel classique est égale à cent pour cent des dépenses éligibles avec un maximum de 7.500 euros. ».

Art. 12. Dans le même arrêté, les articles 10 et 11 sont abrogés.

Art. 13. Dans le même arrêté, il est inséré une section III comportant les articles 12/1 et 12/2 rédigée comme suit :

« Section III. — De l'aide à la promotion « en conseils de spécialistes »

Art. 12/1. La demande d'aide à la promotion « en conseils de spécialistes » doit être introduite par le producteur :

- au plus tôt le jour de l'octroi de l'aide à la production telle que visée au chapitre IV du titre IV du décret et au plus tard un mois avant le jour de la sortie de l'œuvre audiovisuelle en salles de cinéma en Belgique;

- pour les œuvres audiovisuelles qui n'ont pas obtenu une aide à la production telle que visée au chapitre IV du titre IV du décret, au plus tôt le jour de la première projection dans un festival en Belgique ou à l'étranger et au plus tard un mois avant le jour de la sortie commerciale de l'œuvre audiovisuelle en Belgique.

Art. 12/2. § 1^{er}. Si l'œuvre audiovisuelle remplit les critères culturels, artistiques et techniques déterminés par les annexes 4 à 6, l'aide à la promotion « en conseils de spécialistes » est égale à cent pour cent des factures des spécialistes avec un maximum de 2.500 euros.

§ 2. Les factures visées au § 1^{er} doivent être transmises au plus tard douze mois après la décision d'octroi de l'aide. ».

Art. 14. A l'article 14 du même arrêté, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° une seconde tranche de cinquante pour cent sur présentation d'une déclaration de créance et des documents suivants :

- les pièces justificatives attestant des dépenses éligibles visées à l'annexe 1^{re} pour les aides visées au chapitre II et aux sections I^{re} et II du chapitre III;

- les factures du spécialiste pour les aides visées à la section III du chapitre III. ».

Art. 15. L'article 15 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. La mention « avec l'aide du Centre du cinéma et de l'audiovisuel de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de VOO » accompagnée du logo de la Fédération Wallonie-Bruxelles, doit figurer sur tout document de promotion des œuvres audiovisuelles soutenues, notamment :

1° sur les affiches et les placards;

2° dans les journaux corporatifs, hebdomadaires et quotidiens;

3° dans le « press kit » (version papier et électronique);

4° sur les cartons d'invitation aux projections de lancement;

5° dans les dossiers des conférences de presse;

6° dans les interviews des réalisateurs et producteurs (générique du making-of);

- 7° sur les dépliants, brochures, cartons promotionnels;
- 8° sur les cartons d'invitation aux projections de lancement;
- 9° sur le site web du film;
- 10° sur les jaquettes des DVD.

Pour les documents de promotion spécifiquement dédiés à la promotion à l'international, le logo de la Fédération Wallonie-Bruxelles est remplacé par celui de Wallonie-Bruxelles Images.

Si les documents de promotion sont utilisés tant à l'international qu'au national, les deux logos sont apposés. ».

Art. 16. Dans le même arrêté, l'annexe 1^{re} est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 17. Dans le même arrêté, l'annexe 2 est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 18. Dans le même arrêté, l'annexe 3 est abrogée.

Art. 19. Dans le même arrêté, l'annexe 4 est remplacée par l'annexe 3 jointe au présent arrêté.

Art. 20. Dans le même arrêté, l'annexe 5 est remplacée par l'annexe 4 jointe au présent arrêté.

Art. 21. Dans le même arrêté, l'annexe 6 est remplacée par l'annexe 5 jointe au présent arrêté.

Art. 22. Dans le même arrêté, l'annexe 7 est abrogée.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Toutefois,

1° les articles 6 et 7 ne s'appliquent pas aux demandeurs ayant déposé une demande d'aide à la promotion tournage et/ou une aide à la promotion à la sélection en festivals ou à la sortie en salles, conformément aux dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;

2° les articles 9 à 11 ne s'appliquent pas aux demandeurs ayant bénéficié d'une aide à la promotion à la sélection en festivals ou à la sortie en salles, conformément aux dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 24. Le Ministre qui a l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 septembre 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel,

de la Santé et de l'Égalité des Chances,

Mme F. LAANAN

Annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2013
modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012
relatif aux aides à la promotion : Liste des dépenses éligibles

Annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012
relatif aux aides à la promotion : Liste des dépenses éligibles

Les dépenses suivantes sont éligibles pour autant qu'elles aient fait l'objet d'une facture acquittée par la société bénéficiaire de l'aide ou par le distributeur de l'œuvre audiovisuelle concernée.

1. Publicité

- Conception et impression des affiches (tous formats)
- Photos d'exploitation
- Extraits sur DVD ou Beta, spot 35 mm, spot TV et radio
- Pavés de presse
- Merchandising
- Pages internet
- Affichages
- Sous-titres néerlandais
- Invitations (conception et impression)
- Conception de la promotion- marketing

2. Presse

- Fiches techniques
- Dépliants
- Dossiers de presse (toutes langues)
- Attaché de presse
- CD
- Photos et diapositives

3. Copies

- Tirage copies (sauf copies zéro et 1, sauf masters)
- Vérification et stockage copies
- Frais VPF

- Dépenses liées à la fabrication de la clé KDM
- Coordination de la diffusion
- Contacts avec les exploitants
- Frais d'envoi des copies dans les festivals

4. Edition DVD

- Production d'un « making of » du film (en ce compris les frais de réalisation, prise de vues, montage, finition,...)
- Production d'interviews des principaux protagonistes du film (en ce compris l'engagement d'un journaliste, le tournage des séquences, prise de vues, montage, finition,...)
- Droit relatifs aux images et aux sons des séquences reprises dans les bonus
- Mastering
- Authoring (encodage, configuration des menus et navigation)
- Confection des jaquettes
- Habillage physique du DVD
- Pressage
- Promotion du DVD à sa sortie (publicités, annonces, presse,...)

Dans le cadre de l'aide à la promotion des longs métrages, certaines dépenses liées au plan de promotion particulier d'une œuvre audiovisuelle donnée peuvent être rendues éligibles, moyennant l'accord de la Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions.

Dans le cadre de l'aide à la promotion des documentaires et des courts-métrages, les dépenses suivantes sont également éligibles :

- Frais d'inscription en festivals pour un montant maximum de 300 euros
- Factures d'un agent de vente et de diffusion

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel,

de la Santé et de l'Égalité des Chances,

Mme F. LAANAN

Annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion : Liste des festivals donnant accès à l'aide à la promotion pour les œuvres audiovisuelles de courts métrages et pour les œuvres télévisuelles unitaires documentaires

Annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion : Liste des festivals donnant accès à l'aide à la promotion pour les œuvres audiovisuelles de courts métrages et pour les œuvres télévisuelles unitaires documentaires

La sélection en compétition officielle de l'œuvre audiovisuelle de court métrage et/ou de l'œuvre télévisuelle unitaire documentaire dans les festivals suivants donne accès à l'aide à la promotion :

Aix-en-Provence	(décembre)	Festival Tous Courts
Amiens	(novembre)	Festival International du Film
Angers	(janvier)	Festival Premiers Plans
Barcelone	(avril)	Festival International du Court métrage
Berlin	(novembre)	Interfilm
Brest	(novembre)	Festival Européen du Film Court
Bucarest	(avril)	Festival International NexT
Florence	(novembre)	Festival dei Popoli
Genève	(novembre)	Cinéma Tout Ecran
Gérardmer	(janvier)	Festival International du Film Fantastique
Jihlava	(octobre)	Festival International du Film Documentaire
Kiev	(octobre)	MOLODIST
Locarno	(août)	Festival International
Marseille	(juillet)	Festival International du Documentaire
Montréal	(mars)	Festival International du Film sur l'Art
Montréal	(août/septembre)	Festival des Films du Monde

Montréal	(octobre)	Festival International du Nouveau Cinéma et des nouveaux médias
Montréal	(novembre)	RIDM
Paris	(mars)	Cinéma du Réel
Prague	(janvier)	Short Film Festival
Rotterdam	(janvier)	Festival International du Film
Saguenay	(mars)	Regard sur le court métrage
Saint Petersburg	(septembre)	Message to Man International Film Festival
Sao Paulo	(août)	Festival International du Court métrage
Sheffield	(novembre)	Festival International du Film Documentaire
Sitges	(octobre)	Festival International du Film Fantastique
Sundance	(janvier)	Festival du Film
Tampere	(mars)	Festival du Court Métrage
Toronto	(juin)	Worldwide Short Film Festival
Teplice	(mai)	Anifest
Tribeca	(avril/mai)	Film Festival
Uppsala	(octobre)	Festival International du Court métrage
Valladolid	(octobre)	La Seminci
Vendôme	(décembre)	Images en Région
Vila do Conde	(juillet)	Festival International du Court métrage

La sélection de l'œuvre audiovisuelle de court métrage et/ou de l'œuvre télévisuelle unitaire documentaire dans les festivals suivants, à l'exception des programmations spéciales exclusivement consacrées au cinéma belge, des rétrospectives des focus ou des projections de marché, donne accès à l'aide à la promotion :

Amsterdam	(novembre)	Festival International du Film Documentaire
Anney	(juin)	Festival International du Film d'Animation
Berlin	(février)	Internationale Filmfestspiele
Biarritz	(janvier)	Festival International des Programmes Audiovisuels
Cannes	(mai)	Festival International du Film
Clermont-Ferrand	(février)	Festival du Court métrage
Leipzig	(octobre)	Festival International du documentaire et de l'animation
Nyon	(avril)	Visions du Réel
Oberhausen	(avril/mai)	Internationale Kurzfilmtage
Ouagadougou	(février/mars)	FESPACO
Sao Paulo	(août)	Festival International du Court-Métrage
Toronto	(avril/mai)	Festival International du Documentaire Hot Docs
Venise	(septembre)	Mostra Internazionale de Cinema

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel,
de la Santé et de l'Égalité des Chances,

Mme F. LAANAN

Annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion : Grille de critères culturels, artistiques et techniques des œuvres audiovisuelles longs métrages et courts métrages de fiction telle que visée aux articles 36 et 43 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle

Annexe 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion : Grille de critères culturels, artistiques et techniques des œuvres audiovisuelles longs métrages et courts métrages de fiction telle que visée aux articles 36 et 43 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle

Pour l'application de la présente annexe, il faut entendre par :

- « nationalité du contrat » : la loi rendue applicable au contrat est la loi belge;
- « réalisateur » : la personne physique qui a signé le contrat d'auteur-réalisateur;
- « comédien principal » : comédien qui est présent à un minimum de 50 % des jours de tournage;
- « comédien secondaire » : comédien qui est présent à un minimum de 20 % et un maximum de 49 % des jours de tournage.

Les critères 2 à 4 sont considérés comme acquis si les conditions relatives au caractère européen et à la nationalité du contrat sont cumulativement respectées.

	CRITÈRES	OUI	NON
1	L'œuvre audiovisuelle est réalisée intégralement ou principalement en version originale en langue française sauf dérogation*		

	CRITÈRES	CARACTÈRE EUROPÉEN		NATIONALITE DU CONTRAT
		NOM	NATIONALITE	
2	Réalisateur			
3**	1 scénariste (distinct du réalisateur) ET 1 comédien secondaire OU 1 comédien principal OU 2 comédiens secondaires			
4	1 technicien-cadre parmi les postes suivants : - Chef opérateur - Ingénieur du son - Chef Monteur son - Chef Monteur image - Chef décorateur - Chef costumier - Mixeur son			

* la dérogation peut être accordée par la Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions sur la base des critères suivants :

- o l'intérêt culturel majeur du projet pour la Communauté française;
- o les spécificités du scénario.

** Un comédien peut être remplacé par un technicien-cadre, parmi les postes suivants, pour autant qu'il soit démontré qu'aucun comédien répondant aux conditions requises n'a pu être trouvé :

- o Chef opérateur
- o Ingénieur du son
- o Chef Monteur son
- o Chef Monteur image
- o Chef décorateur
- o Chef costumier
- o Mixeur son

Ce technicien-cadre doit être différent de celui qui sera mentionné dans le critère n°4.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des Chances,
Mme F. LAANAN

Annexe 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion : Grille de critères culturels, artistiques et techniques des œuvres audiovisuelles longs métrages et courts métrages d'animation telle que visée aux articles 36 et 43 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle

Annexe 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion : Grille de critères culturels, artistiques et techniques des œuvres audiovisuelles longs métrages et courts métrages d'animation telle que visée aux articles 36 et 43 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle

Pour l'application de la présente annexe, il faut entendre par :

- « nationalité du contrat » : la loi rendue applicable au contrat est la loi belge;
- « réalisateur » : la personne physique qui a signé le contrat d'auteur-réalisateur;
- « comédien principal » : comédien qui est présent à un minimum de 50 % des jours de tournage;
- « comédien secondaire » : comédien qui est présent à un minimum de 20 % et un maximum de 49 % des jours de tournage.

Les critères 2 à 4 sont considérés comme acquis si les conditions relatives au caractère européen et à la nationalité du contrat sont cumulativement respectées.

	CRITÈRES	OUI	NON
1	L'œuvre audiovisuelle est réalisée intégralement ou principalement en version originale en langue française sauf dérogation*		

	CRITÈRES	CARACTÈRE EUROPÉEN		NATIONALITE DU CONTRAT
		NOM	NATIONALITE	
2	Réalisateur			
3**	1 scénariste (distinct du réalisateur) ET 1 comédien secondaire (voix) OU 1 comédien principal (voix) OU 2 comédiens secondaires (voix)			
4	1 technicien-cadre parmi les postes suivants : - Chef animation - Chef décors - Chef coloriste - Chef maquette - Scénariste d'images - Monteur son - Mixeur - Chef composition d'images			

* la dérogation peut être accordée par le Ministre ayant l'Audiotvisuel dans ses attributions sur la base des critères suivants :

- o l'intérêt culturel majeur du projet pour la Communauté française;
- o les spécificités du scénario.

** Un comédien (voix) peut être remplacé par un technicien-cadre, parmi les postes suivants, pour autant qu'il soit démontré qu'aucun comédien (voix) répondant aux conditions requises n'a pu être trouvé :

- o Chef animation
- o Chef décors
- o Chef coloriste
- o Chef maquette
- o Scénariste d'images
- o Monteur son
- o Mixeur
- o Chef composition d'images

Ce technicien-cadre doit être différent de celui qui sera mentionné dans le critère

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture, de l'Audiotvisuel, de la Santé et de l'Égalité des Chances,
Mme F. LAANAN

Annexe 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion : Grille de critères culturels, artistiques et techniques des œuvres audiovisuelles longs métrages et courts métrages documentaires et des œuvres télévisuelles unitaires documentaires telle que visée aux articles 36 et 43 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle

Annexe 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion : Grille de critères culturels, artistiques et techniques des œuvres audiovisuelles longs métrages et courts métrages documentaires et des œuvres télévisuelles unitaires documentaires telle que visée aux articles 36 et 43 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle

Pour l'application de la présente annexe, il faut entendre par :

- « nationalité du contrat » : la loi rendue applicable au contrat est la loi belge;
- « réalisateur » : la personne physique qui a signé le contrat d'auteur-réalisateur.

Les critères 2 et 3 sont considérés comme acquis si les conditions relatives au caractère européen et à la nationalité du contrat sont cumulativement respectées.

	CRITÈRES	OUI	NON
1	L'œuvre audiovisuelle est réalisée intégralement ou principalement en version originale en langue française sauf dérogation*		

	CRITÈRES	CARACTÈRE EUROPÉEN		NATIONALITE DU CONTRAT
		NOM	NATIONALITE	
2	Réalisateur			
3	1 technicien-cadre** parmi les postes suivants : - Chef opérateur - Ingénieur du son - Chef Monteur son - Chef Monteur image - Mixeur son			

* la dérogation peut être accordée par le Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions sur la base des critères suivants :

- o l'intérêt culturel majeur du projet pour la Communauté française;
- o les spécificités du scénario.

** Pour les œuvres télévisuelles unitaires documentaires, ce technicien-cadre doit être indépendant d'un éditeur de services.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel,
de la Santé et de l'Égalité des Chances,
Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2013/29563]

19 SEPTEMBER 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun voor promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, zoals gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2013, inzonderheid op de artikelen 4, 30, 30/1, 33, 35, 36, 38, 39 § 2, 42, 43 en 44;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun voor promotie;

Gelet op het advies van het Overlegcomité van de filmsector en de audiovisuele sector, gegeven op 23 oktober 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 juni 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 11 juli 2013;

Gelet op het advies 53.794/2/V van de Raad van State, gegeven op 5 augustus 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en voor Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun voor promotie, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Artikel 1. De lijst van de in aanmerking komende uitgaven bedoeld in de artikelen 36, vierde lid, en 44, tweede lid, van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, hierna « het decreet » genoemd, wordt in bijlage 1 opgenomen.

De bewijsstukken voor de in aanmerking komende uitgaven moeten ten laatste twaalf maanden na de beslissing tot toekenning van de steun, overgezonden worden. ».

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid vervangen door hetgeen volgt :

« Om de in dit hoofdstuk bedoelde steun te kunnen genieten, met uitzondering van de steun bedoeld in artikel 4, tweede lid, moet het audiovisuele werk worden geselecteerd in een festival dat behoort tot de lijst vermeld in bijlage 2. ».

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « artikel 4, § 1, eerste lid, en § 2 » worden vervangen door de woorden « artikel 4, eerste lid »;

2° de woorden « artikel 4, § 1, tweede lid » worden vervangen door de woorden « artikel 4, tweede lid ».

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt artikel 4 vervangen door hetgeen volgt :

« Als het audiovisuele werk aan de culturele, artistieke en technische criteria voldoet bepaald bij de bijlagen 4 tot 6, is de steun, in functie van het type audiovisueel werk, gelijk aan 100 % van de in aanmerking komende uitgaven met een maximum van 4.000 euro.

Voor de audiovisuele werken die een steun voor promotie hebben verkregen zoals bedoeld bij hoofdstuk IV van titel IV van het decreet, kan een voorschot op de steun voor promotie ten bedrage van 1.000 euro, overeenstemmend met honderd procent van de in aanmerking komende uitgaven, aan de producent van het audiovisuele werk worden toegekend, op voorwaarde dat hij een dvd-kopie van het audiovisuele werk bij zijn aanvraag voegt. »

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van de eerste afdeling van hoofdstuk III vervangen door hetgeen volgt :

« De steun voor promotie naar professionelen toe ».

Art. 6. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 5. De aanvraag om steun voor promotie naar de professionelen toe moet door de producent worden ingediend ten vroegste :

- de dag waarop hij de erkenning krijgt, zoals bedoeld bij artikel 16 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun voor creatie;

- of voor de audiovisuele werken die geen steun voor productie genieten zoals bedoeld bij hoofdstuk IV van titel IV van het decreet, de dag van de eerste vertoning in een festival in België of in het buitenland,

en dit, uiterlijk drie jaar na het begin van de filmopname. ».

Art. 7. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 6. Als het audiovisuele werk aan de culturele, artistieke en technische criteria voldoet bepaald bij de bijlagen 4 tot 6, wordt de steun, in functie van het type audiovisueel werk, gelijk aan 50 % van de in aanmerking komende uitgaven met een maximum van 20.000 euro. ».

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling II van hoofdstuk III vervangen door hetgeen volgt :

« De steun voor promotie « naar het grote publiek toe » voor de audiovisuele werken met hoog potentieel en met klassiek potentieel ».

Art. 9. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 7. De aanvraag om steun voor promotie « naar het grote publiek toe » moet door de producent worden ingediend ten vroegste de dag waarop de voorwaarden voor de eerste vertoning in de bioscoopzalen van het audiovisuele werk gegarandeerd worden en, ten laatste, één maand na de eerste commerciële vertoning van het audiovisuele werk in een bioscoopzaal gelegen op het Franse taalgebied of het tweetalig gebied van Brussel-Hoofdstad en ten laatste drie jaar na het begin van de filmopname.

In de aanvraag om steun voor promotie « naar het grote publiek toe » moet bepaald worden of het om steun voor promotie « naar het grote publiek toe » voor een audiovisueel werk met hoog potentieel of om steun voor promotie « naar het grote publiek toe » voor een audiovisueel werk met klassiek potentieel, gaat. ».

Art. 10. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 8. § 1. Om voor de steun voor promotie « naar het grote publiek toe » voor een audiovisueel werk met hoog potentieel in aanmerking te komen, moet de producent bewijs leveren dat zijn audiovisuele werk zal worden vertoond in een minimum van honderd vertoningen tijdens de eerste week van exploitatie in bioscoopzalen die gelegen zijn op het Franse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel - Hoofdstad.

Onder filmvertoning wordt elk programma verstaan waarvoor een kasboek wordt ingevuld en verzonden overeenkomstig artikel 5 van het ministerieel besluit van 6 februari 1979 betreffende de controle op de door de bioscoopondernemers geïnde ontvangsten.

§ 2. Om voor de steun voor promotie « naar het grote publiek toe » voor een audiovisueel werk met klassiek potentieel in aanmerking te komen, moet de producent bewijs leveren dat zijn audiovisuele werk zal worden vertoond in een minimum van vijftig publieke vertoningen in bioscoopzalen die in België gelegen zijn waarvan minimum dertig in bioscoopzalen die gelegen zijn op het Franse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel - Hoofdstad tijdens de twaalf maanden na de beslissing tot toekenning van de steun.

Onder publieke vertoningen wordt verstaan elke vertoning die toegankelijk is voor het publiek mits betaling van een toegangsprijs.

In het geval de voorwaarden bedoeld bij § 1 niet in acht worden genomen, kan de steun door de diensten van de Regering tot steun voor promotie « naar het grote publiek toe » met klassiek potentieel vernoemd worden. ».

Art. 11. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 9. § 1. Als het audiovisuele werk dat aan de voorwaarden van artikel 8, § 1 voldoet ook de culturele, artistieke en technische criteria bepaald bij de bijlagen 4 tot 6 in acht neemt, is de steun voor promotie « naar het grote publiek toe » voor een audiovisueel werk met hoog potentieel gelijk aan 50 % van de in aanmerking komende uitgaven met een maximum van 40.000 euro.

§ 2. Als het audiovisuele werk dat aan de voorwaarden van artikel 8, § 2 voldoet ook de culturele, artistieke en technische criteria bepaald bij de bijlagen 4 tot 6 in acht neemt, is de steun voor promotie « naar het grote publiek toe » voor een audiovisueel werk met klassiek potentieel gelijk aan 100 % van de in aanmerking komende uitgaven met een maximum van 20.000 euro.

§ 3. Als het audiovisuele werk dat aan de voorwaarden van artikel 8, § 1 of § 2 voldoet een steun voor productie heeft genoten zoals bedoeld bij hoofdstuk IV van titel IV van het decreet en dat het de culturele, artistieke en technische criteria bepaald bij de bijlagen 4 tot 6 niet in acht neemt, is de steun voor promotie « naar het grote publiek toe » voor een audiovisueel werk met hoog potentieel of met klassiek potentieel gelijk aan 100 % van de in aanmerking komende uitgaven met een maximum van 7.500 euro. ».

Art. 12. In hetzelfde besluit worden de artikelen 10 en 11 opgeheven.

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt een afdeling III ingevoegd met de artikelen 12/1 en 12/2, luidend als volgt :

« *Afdeling III.* — Steun voor promotie « inzake adviezen van deskundigen »

Art. 12/1. De aanvraag om steun voor promotie « inzake adviezen van deskundigen » moet door de producent ingediend worden :

- ten vroegste de dag van de toekenning van de steun voor promotie zoals bedoeld bij hoofdstuk IV van titel IV van het decreet en ten laatste één maand vòòr de dag waarop het audiovisuele werk voor de eerste keer in bioscoopzalen in België vertoond wordt;

- voor de audiovisuele werken die geen steun voor productie zoals bedoeld bij hoofdstuk IV van titel IV van het decreet hebben gekregen, ten vroegste de dag van de eerste vertoning in een festival in België of in het buitenland en ten laatste één maand vòòr de dag van de eerste commerciële vertoning van het audiovisueel werk in België.

Art. 12/2. § 1. Als het audiovisuele werk aan de culturele, artistieke en technische criteria voldoet bepaald bij de bijlagen 4 tot 6, is de steun voor promotie « inzake adviezen van deskundigen » gelijk aan 100 % van de facturen van de deskundigen met een maximum van 2.500 euro.

§ 2. De facturen bedoeld bij de eerste paragraaf moeten ten laatste twaalf maanden na de beslissing tot toekenning van de steun overgezonden worden. ».

Art. 14. In artikel 14 van hetzelfde besluit, wordt het punt 2° vervangen door hetgeen volgt :

« 2° een tweede schijf van vijftig procent op voorlegging van een aangifte van schuldvordering en de volgende bewijsstukken :

- de bewijsstukken voor de in aanmerking komende uitgaven bedoeld in bijlage 1 voor de steun bepaald bij hoofdstuk II en de afdelingen I en II van hoofdstuk III;

- de facturen van de deskundige voor de steun bedoeld bij de afdeling III van hoofdstuk III. ».

Art. 15. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 15. De vermelding « met de steun van het Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Federatie Wallonië-Brussel en VOO » samen met het logo van de Federatie Wallonië-Brussel, moet voorkomen op elk document betreffende de promotie van de ondersteunde audiovisuele werken, inzonderheid :

1° op de affiches en de aanplakborden;

2° in de corporatie-, week- en dagbladen;

3° in de « press kit »(papier- en elektronische versie);

4° op de uitnodigingskaarten voor de eerste vertoningen;

5° in de dossiers van de persconferenties;

- 6° in de interviews van de regisseurs en producenten (« making of » credits);
- 7° op de folders, brochures, promotiekaarten;
- 8° op de uitnodigingskaarten op de eerste vertoningen;
- 9° op de website van de film;
- 10° op de kaften van de dvd's.

Voor de promotiedocumenten specifiek bestemd voor de promotie op internationaal niveau wordt het logo van de Federatie Wallonië-Brussel vervangen door het logo van Wallonie-Bruxelles Images.

Indien de promotiedocumenten gebruikt worden zowel op internationaal als op nationaal niveau, komen de twee logo's voor. ».

Art. 16. In hetzelfde besluit wordt bijlage 1 vervangen door de bijlage 1 bij dit besluit.

Art. 17. In hetzelfde besluit wordt bijlage 2 vervangen door de bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 18. In hetzelfde besluit wordt bijlage 3 opgeheven.

Art. 19. In hetzelfde besluit wordt bijlage 4 vervangen door de bijlage 3 bij dit besluit.

Art. 20. In hetzelfde besluit wordt bijlage 5 vervangen door de bijlage 4 bij dit besluit.

Art. 21. In hetzelfde besluit wordt bijlage 6 vervangen door de bijlage 5 bij dit besluit.

Art. 22. In hetzelfde besluit wordt bijlage 7 opgeheven.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Nochtans,

1° zijn de artikelen 6 en 7 niet van toepassing op de aanvragers die een aanvraag om steun voor promotie voor de filmopname en/of een steun voor promotie voor de selectie bij festivals of de eerste vertoning in zalen, overeenkomstig de bepalingen die van toepassing waren vòòr de inwerkingtreding van dit besluit;

2° zijn de artikelen 9 tot 11 niet van toepassing op de aanvragers die een aanvraag om steun voor promotie voor de selectie bij festivals of de eerste vertoning in zalen, overeenkomstig de bepalingen die van toepassing waren vòòr de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 24. De Minister bevoegd voor de Audiovisuele Sector, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 september 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en voor Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205901]

10 OCTOBRE 2013. — Arrêté ministériel portant approbation du modèle de demande de prise en charge des déductions de loyer consenties en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 déterminant les conditions d'intervention de la Région dans le loyer des logements pris en gestion ou loués par une agence immobilière sociale ou par une association de promotion du logement

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2013 déterminant les conditions d'intervention de la Région dans le loyer des logements pris en gestion ou loués par une agence immobilière sociale ou par une association de promotion du logement,

Arrête :

Article unique. Est approuvé le modèle de demande de prise en charge des déductions de loyer figurant en annexe au présent arrêté.

Namur, le 10 octobre 2013.

J.-M. NOLLET